

Article 31 du Règlement

LES ENFANTS VICTIMES DE LA PAUVRETÉ

Mme Karen Kraft Sloan (York—Simcoe, Lib.): Monsieur le Président, Campagne 2000 a diffusé aujourd'hui des statistiques très troublantes. Il y a au Canada 1,3 million d'enfants pauvres, ce qui représente une hausse de 35 p. 100 depuis 1989. Campagne 2000 est une coalition de 51 organismes canadiens déterminés à promouvoir la résolution qu'ont approuvée tous les partis représentés à la Chambre des communes et qui vise à éliminer la pauvreté chez les enfants d'ici l'an 2000.

Campagne 2000 signale que les enfants canadiens d'aujourd'hui sont plus susceptibles d'être pauvres, de vivre de l'aide sociale, d'avoir recours aux services d'une banque d'alimentation et de vivre dans une famille où les parents sont au chômage.

Notre société ne peut plus tolérer que de si nombreux enfants canadiens se retrouvent dans cette situation déplorable. Les députés doivent s'attaquer au problème de la pauvreté chez les enfants.

J'exhorte le ministre des Finances et le ministre du Développement des ressources humaines à consacrer plus de ressources pour améliorer le sort misérable des enfants pauvres. Nous ne devons pas sacrifier les générations de demain dans le simple but de réduire la dette des générations d'aujourd'hui.

* * *

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

M. Harold Culbert (Carleton—Charlotte, Lib.): Monsieur le Président, je me joins aujourd'hui à mes collègues pour féliciter sincèrement Roméo LeBlanc pour sa nomination à titre de gouverneur général du Canada.

M. LeBlanc est un Néo-Brunswickois et un Canadien de l'Atlantique. Je dois admettre que je suis très fier de cette nomination. Je félicite le premier ministre de son choix judicieux et populaire. Roméo LeBlanc est très respecté dans sa province, le Nouveau-Brunswick, dans toute la région de l'Atlantique et, en fait, dans tout le Canada.

La nomination de Roméo LeBlanc en tant que premier gouverneur général venant du Canada atlantique montre la haute estime qu'a le gouvernement pour les habitants de cette région et contribue à dissiper les nombreuses insinuations qu'on a entendues récemment à leur sujet.

Je félicite Roméo LeBlanc et toute sa famille à l'occasion de cet heureux événement.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Harbance Singh Dhaliwal (Vancouver—Sud, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui parce que je m'inquiète du fait que les députés réformistes tentent constamment de présenter les immigrants et les réfugiés comme des criminels.

● (1405)

Un article paru récemment dans la *Gazette* de Montréal disait ceci: «Un député réformiste a affirmé que presque 25 p. 100 des revendicateurs du statut de réfugié ont des casiers judiciaires alors que, en réalité, toutes les sources fiables mettent cette proportion à 2 p. 100.»

En faisant de telles affirmations, les réformistes montrent non seulement leur incapacité à saisir la notion du point décimal, mais aussi un averse désir de donner une image négative des réfugiés sans tenir compte des faits.

C'est décevant que ni le député en question ni son parti ne se soient excusés pour cette erreur. Au nom de l'intégrité et de l'honnêteté, je demande au chef du Parti réformiste de présenter des excuses à la Chambre pour avoir induit les Canadiens en erreur.

* * *

[Français]

L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

M. Michel Daviault (Ahuntsic, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement libéral s'acharne de plus en plus sur notre système d'enseignement supérieur, sous prétexte d'assainir les dépenses publiques.

Après sa tentative de démantèlement du Collège militaire royal de Saint-Jean, le gouvernement s'attaque maintenant aux universités du Québec et du Canada. À cet égard, la Fédération québécoise des professeurs d'universités s'inquiète des orientations retrouvées dans la réforme des programmes sociaux concernant le financement de l'éducation postsecondaire.

Le ministre du Développement des ressources humaines tente de faire croire à la population que sa réforme aura des effets bénéfiques sur l'acquisition du savoir. Au contraire, le ministre est en train de saboter l'enseignement supérieur au moment même où dans une économie internationale de plus en plus concurrentielle, la compétitivité économique dépend précisément de la qualité des ressources humaines.

* * *

[Traduction]

ELECTRONIC DEMOCRACY '94

M. Ted White (North Vancouver, Réf.): Monsieur le Président, lundi et mardi prochains, une conférence sur la démocratie électronique, intitulée *Electronic Democracy '94*, aura lieu à Toronto. Vous avez sans aucun doute remarqué que, chaque fois que les députés réformistes parlent de la démocratie électronique, d'initiative, de référendum ou de révocation, les députés libéraux montrent bruyamment leur opposition à des idées aussi radicales.

Il semble bien qu'il y ait un redneck dans leurs rangs puisque le conférencier vedette sera nul autre que le secrétaire d'État chargé des Sciences, de la Recherche et du Développement. Après une conversion soudaine à la vraie démocratie, le député de Portage—Interlake s'est rendu compte que le gouvernement,